Le pouvoir aux travailleurs

04 Juin 2016

N° 222

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE — PAGES

EDITORIAL :

- LE CAPITALISME : UN SYSTÈME QU'IL FAUT RENVERSER ! ……..…. 2 - 3

- LA RÉPRESSION AVEUGLE NE PEUT PAS RÉSOUDRE LES PROBLÈME DE LA DÈLINQUENCE JUVÉNILE ..…… 4

- DÉTOURNEMENT DANS LA FILIÈERE ANACARDE : LA FACE VISIBLE DE L'ICEBERG ……. 4

- ON NE PEUT RÉDUIRE LE CHOMAGE AVEC DE LA PROPAGANDE …. 5

- PLUIES DILUVIENNES : TANT PIS POUR LES PAUVRES ! ..……. 6

- SANS UNE RIPOSTE COLLECTIVE DES TRAVAILLEURS, LA PRÉCARISATION CONTINUERA ! …… 7

- BÂTIMENT : LES TRAVAILLEURS DE S.E.G FONT UNE DESCENTE MUSCLÉE À LEUR DIRECTION ……. 8

- CÔTE D'IVOIRE LES CLASSES PAUVRES ENTRE LA RAPACITÉ DES EXPLOITEURS ET LA RÉPRESSION DE L'ÉTAT ……. 9 - 14

- MAYOTTE : DES COMITÉS ANTI-ÉTRANGERS AGISSENT EN TOUTE IMPUNITÉ…….. 14 - 15

E d i t o r i a l

LE CAPITALISME : UN SYSTÈME QU'IL FAUT RENVERSER !

Qui l'eut cru ? La famine a fait son apparition en Côte d'Ivoire, dans ce pays où il ne manque pourtant ni eau, ni terre à cultiver ! C'est d'autant plus révoltant que ce pays est le premier producteur mondial de cacao et de noix de cajou, par ailleurs, grand producteur d'hévéa, de palmier à l'huile, de café, de coton et autres bananes douces . Le Premier ministre se vantait même, il y a de cela quelques semaines, d'une production « *en croissance de 31%* » entre 2011 et 2015, en parlant de ces « cultures de rentes » cultivées pour enrichir les capitalistes de l'agro-industrie, à commencer par les multinationales basées aux Etats-Unis et en France. Selon ce monsieur, cette augmentation ne s'est pas faite au détriment des cultures vivrières qui auraient elles aussi effectué « *un bond de 46%* » durant cette même période ! Comment explique-t-il alors, que la majorité de la population souffre aujourd'hui de faim ?

Même dans les villages autour de la ville de Yamoussoukro, en plein centre de la Côte d'Ivoire, les populations sont réduites à manger un seul repas tous les deux jours. Pourquoi ? Parce que leur production d'ignames n'a pas été bonne ? Et alors, ils doivent crever de faim à cause de cela ? Comment se fait-il qu'ils n'ont pas, non plus, les moyens financiers pour se ravitailler en victuailles dans la ville de Yamoussoukro, eux qui triment toute leur vie aux champs ?

À Abidjan, non plus, la situation n'est pas meilleure, pour beaucoup de familles de travailleurs. Impossible d'acheter des produits vivriers comme l'igname, le manioc, la banane plantain, la tomate, l'aubergine, tellement les prix ont flambé, comme ceux de tout le reste. Les salaires, eux, sont bloqués et ne permettent pas aux travailleurs de maintenir leur pouvoir d'achat déjà maigre.

Les centres commerciaux huppés et les marchés sont pourtant bien ravitaillés. Mais les pauvres qui constituent la grande majorité de la population n'ont pas les moyens d'acheter. La situation est si grave que même le gouvernement ne peut plus faire semblant d'ignorer cette réalité. Ainsi, ce

problème de famine a été soulevé lors d'un récent conseil des ministres, mais, évidemment, les solutions proposées pour résoudre le problème n'en sont pas. Et pour cause ! Le gouvernement ne veut pas toucher aux intérêts des riches !

Alors, il incrimine « *le changement climatique* », les « *feux de brousse* » ; « *l'indisponibilité des semences* » ; la « *non maîtrise des circuits de commercialisations* » ; un « *problème d'encadrement des producteurs* », etc. Comme chacun peut en juger, ce ne sont là que des explications partielles et même secondaires, pour ne pas dire fallacieuses !

Qu'il y ait eu un problème de pluviométrie, cela personne n'en doute. D'ailleurs, comment se fait-il qu'aucune mesure n'ait été prise pour le prévenir ? Pourquoi, ce serait donc maintenant aux pauvres d'en faire les frais ? Pourquoi les salaires ne sont pas relevés au rythme de l'inflation ? Pourquoi la production vivrière ne bénéficie-t-elle pas d'un système d'adduction d'eau, dans ce pays où l'eau ne manque pas ?

Dans la société capitaliste, les travailleurs sont des laissés-pour-compte. Ce sont pourtant eux qui produisent les richesses.

Ainsi, il n'y aurait pas un seul immeuble qui sortirait de terre sans le travail des ouvriers du bâtiment. Pas plus, qu'il n'y aurait d'écoles, d'hôpitaux, de transport en commun, sans les enseignants, les infirmiers, les aides-soignants et sans les chauffeurs de car et de bus. Et pourtant ce sont tous ces gens, sans le travail desquels il n'y aurait pas d'économie, qui constituent la grande majorité de la population, qui n'arrivent pas à se nourrir, à se soigner, à se loger correctement.

En attendant que les travailleurs soient en capacité de dégager les capitalistes de la direction de l'économie et de la société, ils peuvent les obliger, eux et leur gouvernement, à prendre des mesures dans le sens de leurs intérêts.

L E U R S O C I E T E

LA RÉPRESSION AVEUGLE NE PEUT PAS RÉSOUDRE LES PROBLÈME DE LA DÈLINQUENCE JUVÉNILE

Depuis le 18 mai, les forces de sécurité ont lancé une prétendue traque aux « *microbes* » baptisée « *opération épervier* ».

Le CCDO, la PJ, la BAE ainsi que la police anti-drogue (PAD) ont été déployés dans les quartiers populaires d'Abobo et de Yopougon, dont Ils ont organisé des rafles tous azimuts pendant lesquelles plus de 300 adolescents supposés « *microbes* » ont été arrêtés et mis derrière les barreaux.

De quelle manière reconnaissent-ils les « *microbes* » parmi les adolescents ?
Toujours est-il qu'avec ces centaines d'arrestations, le gouvernement pourra prétendre qu'il lutte contre le banditisme.

Or, le phénomène d'insécurité est profond. La misère, le désœuvrement de la jeunesse, la déscolarisation sont un terreau fertile sur lequel se développe la criminalité.
Pour mettre fin à ce problème, il faudra autre chose que la répression aveugle.

DÉTOURNEMENT DANS LA FILIÈERE ANACARDE : LA FACE VISIBLE DE L'ICEBERG

Récemment la presse a fait cas d'un détournement de 5 milliards dans la filière anacarde. Les responsables de cette filière sont montés au créneau pour démentir sans convaincre personne.

Le détournement de l'argent public fait partie intégrante du système capitaliste. Dans la filière café-cacao, dans les régies financières, dans les ministères, les cas de détournement sont monnaie courante.

Rien qu'à voir le train de vie des dignitaires de l'Etat ; les voitures rutilantes dans lesquelles ils paradent ; le luxe insultant dans lequel ils vivent ; il est facile d'imaginer que ce n'est pas le fruit de leur travail.

Ce sont ensuite ces gens-là qui fixent le prix d'achat dérisoire auquel les paysans doivent brader le fruit de leur travail : entre 250 f et 350 f pour l'anacarde. Ainsi, il y a de cela quelques mois, les forces armées avaient réprimé et tué à Assueffry. De l'anacarde avait été confisquée parce que des gens tentaient de le vendre à un bien meilleur prix au Ghana. Il s'en était suivi un soulèvement qui avait été maté dans le sang par l'armée, pour obliger les paysans à se plier à la décision du gouvernement de céder ce produit agricole à vil prix aux acheteurs locaux.

L E U R S O C I E T E

ON NE PEUT RÉDUIRE LE CHOMAGE AVEC DE LA PROPAGANDE

Le 23 mai dernier, le ministre de la Jeunesse a procédé au lancement d'un programme « *défi jeune C2D emploi* » qui selon lui pourrait donner du travail à plus de 1700 jeunes. Beaucoup de tapage médiatique a été fait autour de ce programme comme si faire de la publicité pouvait régler le problème. Au menu de cette nouvelle trouvaille, il y a la mise en stage des jeunes et le « *développement d'activités génératrices de revenus (AGR)* » en faveur des jeunes. À les entendre, on croirait que le problème d'emploi serait bientôt résolu. Ce genre de tapage est fréquent, histoire de montrer qu'ils font quelque chose. Mais ça, c'est du déjà vu et du déjà entendu.

Depuis des décennies, nos dirigeants promettent que l'emploi des jeunes serait leur priorité. Du temps de Bédié, lorsque le gouvernement était incapable de juguler les problèmes de chômage grandissant, il avait inventé la formule du retour à la terre où on demandait aux jeunes d'aller faire des plantations dans les campagnes. Pour les diplômés, il y avait les fameux « *fonds sociaux* » soi disant destiné à financer des activités de débrouillardises.

Sous Gbagbo, c'était l'auto-emploi genre tenancier de cabine téléphonique, vendeur ambulant, un aveu d'impuissance face au chômage. Il y avait aussi pour les diplômés un Fonds National de Solidarité censé financer des projets.

Aujourd'hui encore, c'est le même refrain que le gouvernement nous chante. Plus ces dirigeants font du tapage autour de leur prétendue lutte contre le chômage, plus ce phénomène s'accroit.

Sur le terrain, la situation des jeunes diplômés en quête d'emploi est catastrophique. Certains sont obligés de payer pour se trouver un stage dans une entreprise. Certaines entreprises utilisent les services de stagiaires qu'ils renouvellent indéfiniment ; ce sont des stagiaires à vie. Dans les usines, les jeunes ouvriers sont maintenus comme des journaliers à vie corvéables à merci.

Ce gouvernement, s'il voulait un peu réduire le chômage pourrait exiger que les patrons qui exploitent ces jeunes régularisent leur situation (embauche des stagiaires et des journaliers). Cela pourrait réduire de façon significative le chômage. Mais attendre cela de ces serviteurs de la bourgeoisie, c'est comme attendre que la poule ait des dents !

Que dire de ceux qui, faute de trouver du travail, s'installent sur les trottoirs pour vendre de petites choses. Ce gouvernement pourrait leur trouver un espace où les caser. Mais au lieu de ça, ils sont déguerpis très souvent et les étals détruits.

Les autorités préfèrent faire de la propagande au lieu de régler les vrais problèmes.

L E U R S O C I E T E

PLUIES DILUVIENNES : TANT PIS POUR LES PAUVRES !

La pluie s'annonce abondante cette année, selon des prévisions météorologiques. Nous ne sommes qu'au début de la saison pluvieuse. Le 24 Mai dernier, la pluie est tombée toute la journée, il y a eu déjà quelques inondations. Dans les quartiers périphériques de la zone industrielle de Yopougon par exemple comme Ayakro, MICAO, An 2000, Gesco, etc., Il était difficile pour les travailleurs de se rendre au travail et même souvent de simplement sortir de chez eux.

Les mois de Mai, Juin et Juillet sont connus pour être la période des grandes pluies. Il y a tous les ans des inondations, des éboulements de terrain. Ces phénomènes occasionnent beaucoup de désagréments aux populations, et malheureusement, très souvent des morts.

Si nos autorités étaient un peu soucieuses du bien-être de la population, elles auraient pris des mesures pour engager des travaux (viabilisation, construction d'égouts et de caniveaux etc.). Force est de contacter qu'elles ne font rien dans les quartiers pauvres. Tout ce qu'elles savent faire c'est de chasser les pauvres de leurs quartiers, sans pour autant les reloger. Tout le monde sait que ces gens ainsi délogés iront squatter dans d'autres zones à risques un peu plus éloignés, faute de moyens. Mais ça, ce n'est pas le problème des gens du pouvoir qui gouvernent au service des riches.

ASSAINISSEMENT D'ABIDJAN ET DE CERTAINES AUTRES VILLES : INITIATIVE LOUCHE ET TARDIVE

Le 24 mai, le ministre de la Salubrité urbaine et de l'Assainissement, a procédé au lancement de travaux d'urgence de curage de caniveaux aussi bien dans certaines communes d'Abidjan que dans plusieurs villes de l'intérieur. Ce serait pour prévenir toutes les situations dramatiques en cette saison de pluies. Cette opération est censée durer 30 jours, c'est-à-dire tout le mois de juin qui est aussi le mois le plus pluvieux.

Mais gouverner c'est prévoir. On se demande pourquoi attendre le plein milieu de la saison pluvieuse pour commencer de tels travaux. Les caniveaux sont bien bouchés depuis des lustres et pouvaient donc être curés avant. Surtout qu'il ne doit pas être commode de mener à bien ces travaux sous des pluies battantes.

Le bien fondé de toute cette opération doit se résumer à son coût qui est de l'ordre de 1 milliard de francs CFA et qui permettra à quelques pontes de se garnir les poches au passage.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SANS UNE RIPOSTE COLLECTIVE DES TRAVAILLEURS, LA PRÉCARISATION CONTINUERA !

Dans des entreprises comme SIPROCHIM ou OK PLAST situées à la zone industrielle de Yopougon, les patrons ne recrutent des travailleurs qu'avec des contrats de 11 mois non renouvelables. À SIVOP comme à ACIPAC, ce sont des contrats de 6 mois. Lorsqu'ils doivent être renouvelés, les patrons mettent l'ouvrier au chômage pendant un certain temps et le réembauchent avec un nouveau matricule. Ce qui annule automatiquement toute ancienneté. Ainsi, un ouvrier peut travailler plusieurs années dans la même entreprise sans jamais espérer être embauché un jour. Dans certains cas, l'ouvrier, même avec un tel contrat en poche, n'a pas la garantie d'avoir du travail tous les jours. Tout dépend de l'humeur du patron. Or avec le niveau actuel du chômage, pour obtenir même un contrat de ce genre, l'ouvrier doit mouiller la barbe du petit chef.

Dans certaines entreprises comme DMD, SITAB, ou même Nutri, les recrutements se font au jour le jour. Pas la peine de parler de contrat. Chaque matin, devant ces entreprises, ce sont des attroupements des candidats à l'embauche. Là encore, il faut réserver une partie de sa maigre paye pour soudoyer les petits chefs employeurs.

Aujourd'hui, la tendance générale, c'est partout le remplacement des travailleurs embauchés par les journaliers. Les anciens, les malades, les accidentés du travail sont poussés vers la sortie, remplacés par des jeunes travailleurs dans la force de l'âge.

Ceux qui ont la chance de décrocher ce genre de petits jobs sont obligés de travailler dans des conditions difficiles et souvent très dangereuses. Car les patrons ne se donnent même pas la peine d'équiper les travailleurs en tenue de travail, gants, chaussures de sécurité, cache-nez adéquats. Dans certaines entreprises où les patrons équipent un peu les travailleurs, les journaliers, eux, sont exclus alors qu'ils sont souvent les plus nombreux. Comme si ces derniers n'étaient pas tout autant exposés aux risques.

La peur de perdre son emploi si durement acquis fait que les travailleurs sont obligés de faire des sacrifices et de subir des humiliations de la part des patrons.

Cette situation n'est pas une fatalité. Elle découle du fait que, dans la lutte de classe qui oppose la classe ouvrière aux patrons capitalistes, ce sont les patrons qui pour l'instant ont le rapport de force en leur faveur. Mais c'est une situation qui peut changer. Tôt ou tard, les travailleurs vont devoir les affronter sous peine d'aggraver toujours un peu plus leur situation.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

BÂTIMENT : LES TRAVAILLEURS DE S.E.G FONT UNE DESCENTE MUSCLÉE À LEUR DIRECTION

SEG (Société d'Entreprise et de Gestion) est chargée de réaliser les 8 mille logements de la cité « *Alliance* » de la Sicogi à l'entrée de la commune d'Anyama. Le 27 mai, les travailleurs licenciés ont fait une descente en force à la direction située à l'Indénié pour le payement de leurs droits.

Ils étaient au nombre de 16 travailleurs très déterminés. C'est depuis près de trois mois que la direction les a renvoyés. Elle avait profité d'un arrêt de travail suite à un retard de salaire, pour mettre tous les travailleurs à la porte. Quelques jours après, la moitié de ces 280 travailleurs avait été repris sur le même chantier. L'autre moitié considérée comme des indésirables à cause de leur engagement dans la grève, ont été définitivement licenciés. Ces derniers ont saisi l'inspection de travail d'Adjamé pour réclamer leurs droits de rupture de contrat.

Mais depuis deux rencontres avec les représentants de la direction, ceux-ci leur ont promis d'aller faire des calculs pour comparer à ceux de l'Inspection. Ils ne sont plus revenus. A chaque fois que les travailleurs font des va-et-vient à l'Inspection, on leur répond que la direction n'a pas encore appelé. C'est las de cette situation que les travailleurs ont décidé de faire une visite à la direction pour venir aux nouvelles. Là-bas, ils ont fait savoir leur mécontentement et averti que si au plus tard le 5 juin, aucune nouvelle ne leur parvenait, ils allaient revenir et, plus nombreux que cette fois-ci.

C'est ainsi qu'un rendez-vous leur a été proposé pour le jeudi 2 juin. A la rencontre, la direction de SEG a fait profil bas. Au cours de la négociation, les travailleurs ont fait une petite concession sur la prime du préavis. Ensuite, les travailleurs ont soulevé le fait que les manœuvres ont été volés et qu'il fallait un rappel de ce qui a été volé. Le DAF venu au secours de SEG a aussitôt reconnu ce fait et promis de faire des calculs de régularisation. Pour les manœuvres déjà renvoyés, les calculs sont prévus d'être faits immédiatement et présentés au plus tard le vendredi 10 juin. C'est cette même date qui a été aussi choisie comme date butoir. Donc affaire à suivre.

CÔTE D'IVOIRE
LES CLASSES PAUVRES ENTRE LA RAPACITÉ DES EXPLOITEURS ET LA RÉPRESSION DE L'ÉTAT

Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits du forum que nous avons tenu le 15 Mai dernier, à la fête de Lutte Ouvrière (dans la région parisienne), sur la situation en Côte d'Ivoire.

Ouattara, l'actuel président de la Côte d'Ivoire, est à son deuxième mandat. Il bénéficie d'une stabilité politique relative. Son principal adversaire politique (l'ex président Gbagbo) se trouve en prison à la Haye, son procès au Tribunal Pénal International est toujours en cours. Ses partisans du FPI ont du mal à trouver une cohésion et un leader de remplacement. Le procès de Simone Gbagbo est aussi actuellement en cours à Abidjan.

Ouattara n'arrête pas de se vanter que grâce à sa politique, l'économie ivoirienne a redécollé, que les affaires reprennent, que la croissance économique avoisinerait les deux chiffres et que la Côte d'Ivoire va devenir bientôt un pays « *émergent* »…

Des chefs d'entreprises, français en tête, affluent dans le pays. Dans ces conditions les affaires ne peuvent que bien aller pour les capitalistes. Mais pour les travailleurs et les classes pauvres en général, la situation ne s'est guère améliorée. C'est la même misère qui continue. La croissance c'est seulement pour les riches.

La situation de la classe ouvrière

Les travailleurs subissent de plein fouet la généralisation de la précarisation de l'emploi. Dans les entreprises, les ouvriers ayant un CDI sont partout remplacés par des journaliers. Les vieux ouvriers, les malades, les accidentés du travail sont poussés vers la sortie et remplacés par des jeunes travailleurs dans la force de l'âge. La grande majorité des travailleurs sont de plus en plus des journaliers.

Selon les responsables de la CNPS (Caisse Nationale de Prévoyance Sociale), seulement 10 à 15 % des salariés sont immatriculés, autrement dit les autres travaillent au noir. La précarisation du travail ne fait qu'aggraver cette tendance. Dans plusieurs entreprises de la zone industrielle de Yopougon par exemple, les patrons font signer des contrats de 11 mois non renouvelables. Le chômage est tel que même pour décrocher ce type de contrats, les travailleurs sont obligés de soudoyer les petits chefs.

Dans certaines entreprises de manutention, les embauches se font au jour le jour. Les matins, à la porte de ces entreprises, c'est la bagarre pour se faire embaucher chaque jour. Ceux qui ont la chance de décrocher un petit job sont obligés de travailler dans des conditions éprouvantes et parfois très dangereuses. Les patrons se donnent de moins en moins la peine d'équiper les travailleurs en tenue de travail, gants, chaussures de sécurité, etc.

Le nouveau Smig et les luttes pour l'imposer

Le niveau des salaires des travailleurs est misérablement bas pour faire face au coût de la vie qui ne cesse de grimper. Dans la Fonction publique comme dans le privé, les salaires étaient bloqués depuis plusieurs années. Le Smic officiel n'avait pas bougé depuis la dévaluation du franc

Cfa en 1994, qui l'avait divisée de moitié.

Il y a deux ans, Ouattara a concédé à un rehaussement du Smic. Il est passé de l'équivalent de 55 euros à 90 euros par mois (36 000 Fr à 60 000 Fr CFA). Ce qui reste une misère pour une ville comme Abidjan où tout est cher pour les travailleurs. Cette somme suffit juste à payer le loyer d'un deux pièces dans un quartier populaire.

Pour les travailleurs ayant un contrat d'embauche, le gouvernement a aussi concédé une augmentation de 8 % sur le salaire de base. (environ 5 000 fr CFA par mois).

Mais entre ce qui est écrit dans les textes officiels et son application sur le terrain il y a parfois un fossé. Dans certaines entreprises, il a fallu que les travailleurs se bagarrent pour faire appliquer le nouveau barème des salaires et en même temps pour revendiquer des améliorations de leurs conditions de travail. Cela a été le cas chez SOFT DRINK, une succursale de PEPSI à la zone industrielle de Yopougon. Les travailleurs ont débrayé pour réclamer l'augmentation salariale de 8 % concédée par le gouvernement et que leur patron faisait mine d'ignorer. Suite à ce premier arrêt de travail, la direction a renvoyé tous les délégués au nombre de 19. Le patron croyait qu'il allait ainsi intimider les travailleurs mais il avait mal mesuré leur détermination car aussitôt, ils se sont remis en grève pour exiger la réintégration de leurs délégués et l'application immédiate de la nouvelle grille salariale ainsi que le paiement des arriérés qui en découlent. Après deux jours de grève, la direction s'est vue dans l'obligation de verser ce qu'elle leur devait.

La répression contre les grévistes

Certaines luttes des travailleurs sont violement réprimées par le gouvernement pour venir en aide aux exploiteurs. C'est ce qui s'est passé à la SUCAF, une usine importante de sucre de canne dans le nord du pays. Les travailleurs se sont mis en grève contre le démembrement de leur entreprise car cela allait se traduire par la baisse immédiate des salaires. Ils ont aussi mis en avant d'autres revendications comme le payement des heures supplémentaires, l'amélioration des conditions de travail. Ils ont su dépasser l'esprit corporatiste et se lever comme un seul homme.

Devant l'ampleur de leur mobilisation, le patron a fait venir les gendarmes et ceux-ci ont fait usage de leurs armes en faisant deux morts et plusieurs blessés. Une dizaine de travailleurs ont été arrêtés et jetés en prison. Malgré cette répression violente, les travailleurs ont tenu tête pendant plusieurs jours.

Un autre exemple, à UTEXI, une usine de textile située au centre du pays, les travailleurs se sont mis en lutte pour réclamer de meilleurs salaires. La mobilisation était telle que leur patron qui se croyait tout permis a été obligé de céder à leurs revendications. Certes il y a eu le licenciement de certains meneurs, mais là encore les travailleurs ont fait la démonstration qu'ils sont capables lorsqu'ils sont en lutte, de faire reculer leurs exploiteurs.

Dans le secteur du bâtiment

Le secteur du bâtiment et des travaux publics est en plein essor depuis quelques années. Il y a partout de grands chantiers où l'on construit des maisons à vendre, il y a aussi des travaux d'Etat comme les voiries, les bâtiments administratifs, les ponts, les châteaux d'eau et leurs canalisations. Ces travaux emploient plusieurs milliers de travailleurs à travers le pays. Mais cet essor ne profite pas vraiment aux travailleurs car les entreprises du BTP proposent toujours des contrats

journaliers, avec des bas salaires même quand les travaux durent plusieurs années.

Là aussi les travailleurs mènent des luttes. Ils essayent de s'organiser pour revendiquer des améliorations de salaire et des conditions de travail de même que la déclaration à la CNPS. On peut citer l'exemple des travailleurs de SOROUBAT, une importante entreprise tunisienne de BTP. Elle emploie près de 700 travailleurs à travers ses différents chantiers en Côte d'Ivoire. La direction de cette entreprise, fort de sa connivence avec plusieurs membres haut placés de l'appareil d'Etat ivoirien, se croyait tout permis. Elle faisait signer des contrats bidon aux travailleurs et ne les déclarait pas à la caisse de retraite. Les heures supplémentaires n'étaient pas payées sans compter toute l'arrogance de ces gens vis-à-vis des travailleurs.

Au mois d'octobre dernier, il y a eu une importante grève qui a duré deux semaines. C'est la première fois que Soroubat est confronté à un tel mouvement depuis 2007, date de sa présence en Côte d'Ivoire. Malgré la présence des forces de l'ordre et des intimidations de toutes sortes, les travailleurs ont bloqué tous les chantiers, y compris le matériel de chantier c'est-à-dire les véhicules et les machines. Pour arriver à bout de ce mouvement, le patron a fait mettre en prison plusieurs grévistes, y compris un responsable syndical. Plusieurs représentants des grévistes ont été licenciés. Les travailleurs n'ont pas réussi à imposer leur réintégration mais ils ont néanmoins obtenus satisfactions sur certaines revendications comme la déclaration à la CNPS, l'augmentation de 9% sur le salaire de base, le respect de la date de la paie des salaires. Et c'est la tête haute qu'ils ont repris le travail. Aujourd'hui, cette entreprise est obligée de revoir sa copie en matière de contrat d'embauche. La direction a peur que désormais une telle grève lui éclate de nouveau à la figure…

Le casse-tête des transports en commun

Faute de bus en nombre suffisant, le transport aussi est un véritable casse-tête. Se déplacer dans une ville comme Abidjan n'est pas chose facile. La société de transport public ne dispose pas suffisamment de bus pour répondre à la demande. Dans les années 90, alors que la population de cette ville était estimée à deux millions, La Sotra (entreprise publique de transport urbain) disposait d'un parc de 1000 bus. Aujourd'hui que la population abidjanaise est estimée à près de 6 millions d'habitants, cette même Sotra ne dispose plus que de 500 bus environ. L'Etat a quasiment abandonné ce service pour laisser de plus en plus la place au transport en commun privé. Mais les tarifs sont élevés du fait que pour aller d'un point à un autre on est parfois obligé de prendre plusieurs fois ces véhicules privés. De plus, ils sont le plus souvent en mauvais état.

Il y a de plus en plus de travailleurs qui ne rentrent pas chez eux en semaine ; ils se débrouillent pour dormir sur le lieu de travail afin d'économiser le prix du transport et ils ne rentrent que le week-end. Certains font de l'auto-stop. D'autres marchent plusieurs kilomètres pour aller au boulot.

La chasse aux pauvres

Avec le bas niveau des salaires actuels, les travailleurs sont obligés d'habiter dans des bidonvilles. Mais de plus en plus ces quartiers sont dans le collimateur des promoteurs immobiliers. Cette année le gouvernement a procédé à la destruction de plusieurs de ces quartiers, ce sont les fameuses « *opérations de déguerpissement* ». Les

bulldozers rasent ces quartiers sous la surveillance d'un important dispositif de force de répression. Les gens sont chassés manu militari de leurs habitations. Ce fut le cas tout dernièrement dans le quartier Riviéra 9 Kilo (Anono-Baoulé) où les plus anciens habitants étaient là depuis 1930. Il y en a eu aussi à Yopougon- Doukouré, etc.

Du jour au lendemain, des milliers de familles pauvres se retrouvent à la rue et sont obligées d'aller habiter dans des quartiers plus éloignés à la périphérie d'Abidjan, là où leur misère n'est pas visible aux yeux des riches. Ces terrains ainsi dégagés sont mis à la disposition de ces rapaces de l'immobilier.

On chasse les pauvres de leurs lieux d'habitations précaires mais on les chasse aussi des trottoirs de la ville. C'est le cas de ceux qui, victimes du chômage, sont réduits à se débrouiller sur les trottoirs pour y pratiquer diverses activités dites informelles pour survivre. Dans le quartier situé le long de la route du Zoo, de nombreux ateliers d'artisans et des échoppes de petites vendeuses ont été démolis sans pour autant que les pouvoirs publiques leur trouvent un autre site. Des centaines de petites gens perdent ainsi leur gagne-pain.

Le problème récurrent des coupures d'eau et d'électricité

Les quartiers pauvres sont aussi en proie à une grave pénurie d'eau potable et cela depuis plusieurs mois. Récemment à Yopougon, les femmes excédées par l'incurie des autorités ont manifesté pour se faire entendre. Elles ont bloqué l'autoroute du nord pendant plusieurs heures. Les autorités leur ont envoyé des forces de répressions. Ces derniers ont fait usage de gaz lacrymogène et de matraque pour disperser la manifestation. Mais par leur mobilisation, elles ont attiré l'attention des autorités sur leur sort.

Les coupures de courant sont aussi monnaie courante dans les quartiers populaires. Et le gouvernement n'a pas trouvé autre chose que d'augmenter le prix de l'électricité. Ainsi, certains se sont retrouvés avec des factures qui ont triplé. Face à la montée de l'indignation et de la grogne, Ouattara a dû reculer. Dans son discours du premier mai, il a annoncé l'annulation de l'augmentation, tout en faisant semblant de ne pas être au courant de cette situation.

L'insécurité dans les quartiers populaires

L'insécurité grandissante dans les quartiers populaires est aussi un grave problème. En plus des braquages, agressions et vols en tous genres, il y a maintenant le phénomène grandissant des « *microbes* » (c'est le nom qui est donné à ces bandes d'adolescents qui agressent les gens et les dépouillent). Récemment à Abobo, trois jours durant, les habitants ont fait les frais d'une attaque de ces « *microbes* » sans que les forces de sécurité ne daignent intervenir. C'est la même chose à Yopougon où les attaques ont coûté la vie à deux personnes. Dans beaucoup de cas, c'est la population elle-même qui assure sa propre sécurité.

La grande pauvreté, le chômage sont un terreau fertile à cette insécurité. Il faudra plus que des mesures sécuritaires pour y remédier mais là-dessus comme dans d'autres domaines il n'y a rien à attendre des autorités.

Exploitation des paysans dans les campagnes

Dans les campagnes, des petits paysans ont aussi subi la répression gouvernementale. A Assuéfry, une localité de l'est de la côte d'Ivoire (frontière Côte d'Ivoire-Ghana), il y a eu une révolte de paysans de la région

contre la confiscation de plusieurs tonnes de leurs noix de cajou. La Côte d'Ivoire est un grand producteur de ce produit mais le prix d'achat aux paysans y est plus bas (entre 250 F et 350 F le kilo) qu'au Ghana (550 F / Kilo). Naturellement donc c'est vers ce pays frontalier que les paysans de la région ont tendance à aller vendre leur production.

Cette situation est récurrente dans les zones frontalières. Les différences entre les prix d'un pays à l'autre poussent les paysans à faire passer leurs produits là où les prix sont meilleurs. Et c'est par la répression que le gouvernement ivoirien et la bourgeoisie qu'il sert, obligent les paysans ivoiriens à leur brader les produits de leur labeur. Quitte à tuer comme ce fut le cas à Assuéfry.

Le bilan de ces affrontements entre les paysans et l'armée est officiellement de 4 morts et plusieurs blessés.

Résurgence d'affrontements inter communautaires ?

On a assisté aussi ces dernier temps à un certain nombre de cas de conflits intercommunautaires. Les 24, 25 et 26 Mars dernier, de violents affrontements ont eu lieu à Bouna, ville d'environ 50.000 habitants située au Nord-Est de la Cote d'Ivoire. Il y a eu plus de 30 morts et plusieurs blessés. 2000 personnes se sont réfugiées dans le camp onusien de la ville et environ 2000 autres ont trouvé refuge dans les villes frontalières au Burkina Faso, sans compter les dégâts matériels. Ce conflit a commencé par des heurts entre agriculteurs et éleveurs de la région.

Ce genre de frictions entre cultivateurs et pasteurs émaillent la vie des campagnes. Très souvent cela se règle à l'amiable sous l'arbre à palabre, parfois par quelques dédommagements symboliques. Mais cette fois-ci les ambitions des cadres de la région, en vue des joutes électorales (législatives, conseil général et municipale) à venir, ont vite fait de faire dégénérer les querelles entre deux groupes, en affrontement généralisé.

Et comme c'est toujours le cas quand il s'agit de tuerie de pauvres, la présence d'un cantonnement de l'ONU, d'un camp militaire et de force de police et de gendarmerie n'a pas servi à grande chose pour venir au secours des populations.

Aujourd'hui, une fois que le massacre a eu lieu, les politiciens au pouvoir, s'agitent dans tous les sens pour apporter leur «*compassion*» hypocrites et prétendent « *réconcilier* » les populations en conflits. Ce sont des assassins qui jouent au pompier après l'incendie.

On ne peut pas encore affirmer qu'il y a une résurgence de la barbarie ethnique en Côte d'ivoire. Mais les politiciens assoiffés de pouvoir sont capables de rallumer les conflits à tout moment pour assouvir leurs ambitions.

Construire un parti communiste révolutionnaire en Côte d'Ivoire

Voilà donc un peu la situation des classes populaires dans ce pays. L'émergence économique et la croissance à deux chiffres ce ne sont ni pour les travailleurs des villes ni pour les petits paysans. Pour tous ceux-là c'est la misère qui continue.

Les quelques exemples de luttes des travailleurs dans les usines comme dans les chantiers montrent qu'il y a une réelle colère. Ils ont le courage de faire des grèves malgré la menace de licenciement et la répression.

Lorsque nos camarades sont impliqués directement ou indirectement

dans certaines de ces luttes, ils essaient de faire ce que tout militant communiste révolutionnaire a à faire : aider les travailleurs à mieux s'organiser, à défendre l'idée que tout ce qui les divise (le corporatisme, l'ethnisme et bien d'autres tares de la société capitaliste) est à combattre dans leurs rangs. Nous essayons de faire connaitre les idées communistes aux travailleurs. Et nous pouvons assurer que bien de travailleurs sont réceptifs à ces idées. En tout cas, trouver des militants ouvriers pour défendre les idées communistes révolutionnaires est possible. Cela ne peut que nous réconforter dans la tache de construire en Côte d'Ivoire un véritable parti communiste révolutionnaire.

MAYOTTE : DES COMITÉS ANTI-ÉTRANGERS AGISSENT EN TOUTE IMPUNITÉ

Depuis plusieurs mois, dans l'île de Mayotte (qui est passée du statut de « *territoire français* » à celui de « *département français* » en 2011), des individus organisés en collectifs, font le tour des villages pour mener la chasse aux étrangers, essentiellement des ressortissants originaires des îles Comores voisines. Ils exercent la violence physique contre eux et détruisent leurs habitations précaires. Ces dernières semaines, ces agissements se sont multipliés, sans doute encouragés par le laisser faire des autorités. Autour de 800 victimes, des gens pauvres et vulnérables, ont dû fuir la furie des xénophobes et rejoindre la place de la République à Mamoudzou la capitale, qui fait office de camp de réfugiés. Les pouvoirs publiques ont fait encercler cette place, sans se préoccuper de mettre la moindre structure sanitaire à la disposition de ces personnes qui, vieillards ou bébés, dorment la nuit sans couverture et à même le sol en attendant leur expulsion hors de l'île.

Mayotte est un département dans lequel une grande partie de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. En octobre/novembre 2011, des émeutes contre la cherté de la vie à commencer par les denrées de base (aliments, gaz, ciment, sable, etc.) ont éclaté et duré 45 jours. Le calme n'est revenu qu'à l'issue des négociations qui ont débouché sur un accord dans lequel les patrons de la grande distribution s'engageaient à indexer les tarifs de onze produits indispensables, sur ceux pratiqués à la Réunion, autre département français dans l'océan Indien.

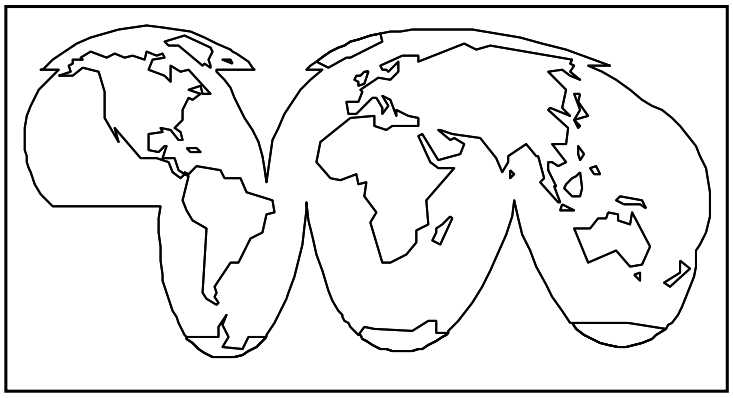
Mayotte manque cruellement d'infrastructures. Les services hospitaliers sont insuffisants pour soigner la population. Dans les établissements scolaires des quartiers pauvres des villes et dans ceux des villages, les salles de classes sont surchargées et les structures sanitaires lorsqu'elles existent, sont comparables à celles des pays sous-développés. Beaucoup d'enseignants sont confrontés à la situation de misère des parents car de nombreux enfants ont faim et ne peuvent pas de ce fait être réceptifs à l'instruction.

Mais tous les secteurs dépendant de l'Etat ne sont pas délaissés puisque par exemple la gendarmerie et la police des frontières bénéficient de moyens techniques sophistiqués pour traquer les frêles embarcations empruntées par les migrants. De ce fait, ceux-ci sont obligés d'effectuer pendant la nuit des traversées de plus en plus périlleuses pour essayer d'échapper à l'enfer qu'ils vivent dans les îles voisines (Anjouan est à 60 km) pauvres et sous la coupe de potentats locaux qui y dominent en maîtres depuis la fin de la colonisation.

En 2013 les travailleurs mahorais ont dû mener des luttes pour bénéficier des rémunérations comparables à celles pratiquées à la Réunion. Les patrons ainsi que l'Etat situé à 8000 km de là, ont accordé quelques augmentations et promis que des ajustements se feront progressivement. Malgré les difficultés de fin de mois et malgré le poids du chômage qui pèse lourd sur les familles ouvrières, les salariés de Mayotte ne baissent pas les bras puisque les mouvements actuels de lutte, en métropole contre la réforme des lois sur le travail, ont leur prolongement là-bas sous forme de grèves et de mobilisations diverses.

Malgré les incitations à la haine anti étrangers, toute la population ne hurle pas avec les loups. Bien au contraire de nombreuses personnes font preuve de solidarité envers les immigrés ne serait-ce qu'en leur apportant de la nourriture, des couvertures, du lait etc.. En cette période de montée de l'intolérance, c'est l'existence de tels élans ainsi que la lutte des classes pauvres pour un mieux-être, qui peuvent constituer une orientation à tous ceux qui en ont marre de cette société-là.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.